

# Calais : et si on déployait tous ces moyens pour les virer...



Le spectacle auquel nous assistons, à Calais et dans toute la France, est surréaliste. Des préfets, payés avec nos impôts, obéissent, le doigt sur la couture du pantalon, à un ministre socialiste, dont le président de la République est descendu à 4 % d'opinions favorables dans les sondages.

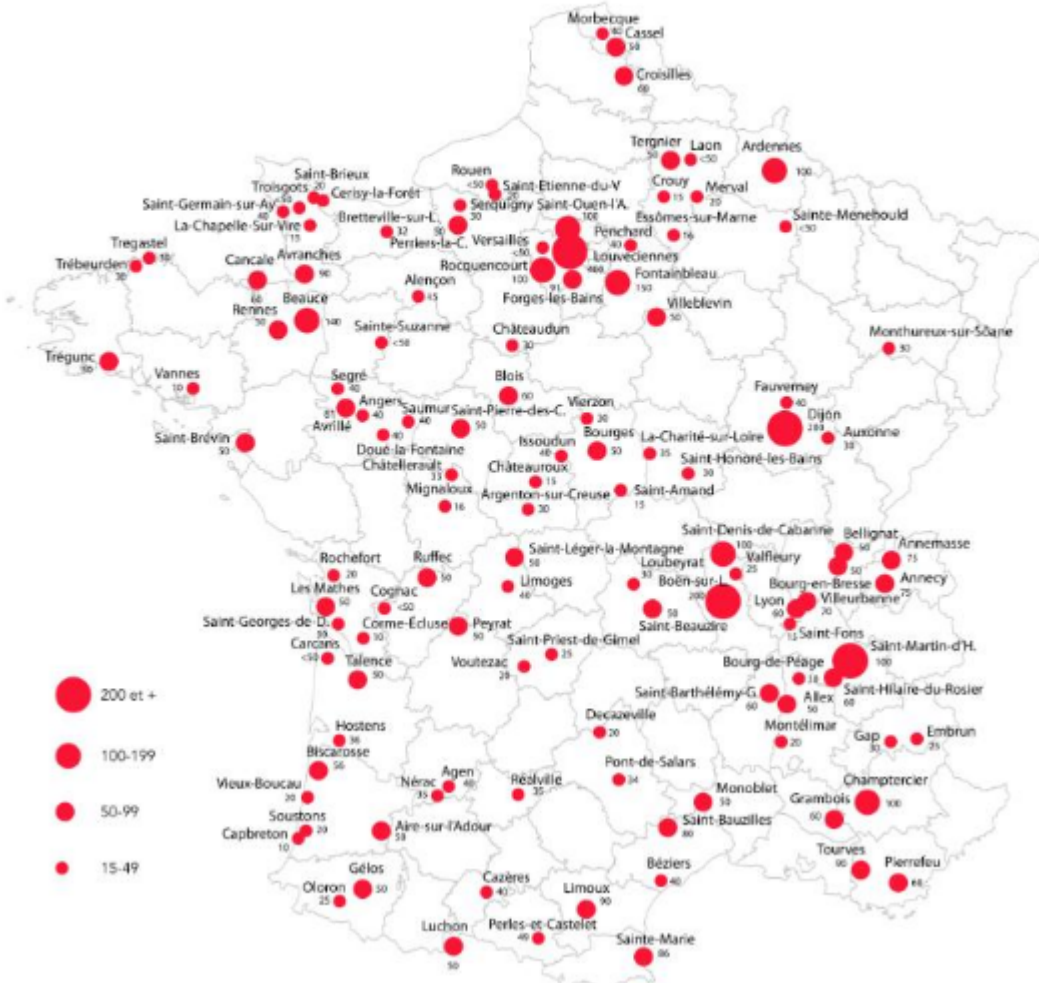
Ces préfets, qui osent se dire de la République, imposent des clandestins, majoritairement hommes seuls, musulmans, dont seulement 1 % vient de Syrie, à une population qui, à 90 %, les refusent, en mettant les maires devant le fait accompli.

Et toute la France assiste, impuissante, à cette folie digne de celle d'un docteur Folamour de Cazeneuve et des siens qui, s'abritant derrière de l'humanisme à deux balles, sont tout simplement en train d'imposer à tous les Français le « Vivre ensemble » qui a vérolé nos grandes agglomérations.

## Imposition des migrants de Calais dans les communes Françaises

Communes concernées par l'accueil des migrants après démantèlement de la Jungle de Calais

En date du 24/10. Mise à jour régulière



Dans une démocratie fonctionnant normalement, avec autre chose au ministère de l'Intérieur qu'un socialiste francophobe et islamo-collabo, dans un pays comptant 6 millions de chômeurs, et 8,5 millions de pauvres, toute personne en situation irrégulière serait renvoyé immédiatement dans son pays, où n'importe où ailleurs, mais dégagerait vite fait du territoire français. En France, on les installe dans des châteaux.

Dans une démocratie fonctionnant normalement, quand des assassins musulmans ont tué 250 personnes en moins de deux ans, et que l'Etat islamique appelle ses soldats à frapper la France, non seulement plus aucun musulman ne mettrait les pieds sur le sol français, mais nombre d'entre eux seraient jetés dans un avion, et iraient réclamer la charia dans un des cinquante-sept pays musulmans. En France, on continue à en

faire venir par centaines de milliers, et on leur construit des mosquées.



Nous sommes donc dans le pays de Hollande-Valls-Cazeneuve et des préfets socialistes. Dans leur France où plus rien n'a de sens, le ministre de l'Intérieur vient saluer des clandestins qui ont juste violé nos lois. Le Premier ministre se soumet à l'islam en disant que ce dogme barbare fait partie de notre histoire. Des associations, gavées de subventions par Soros et notre gouvernement, donnent des conseils aux clandestins pour multiplier les recours, et éviter l'expulsion. Parfois, leurs adhérents vont même dans les pays étrangers pour leur expliquer comment venir en France.

Les clandestins, comme à Calais, agressent quotidiennement nos policiers et les routiers ? Les premiers ont ordre de ne pas réagir, les seconds sont poursuivis par les tribunaux s'ils se rebellent et répondent.

Les gauchistes, miliciens du pouvoir, harcèlent les trop rares patriotes qui osent manifester, dans leur village, contre l'invasion qui s'annonce, dont chacun a compris qu'elle mettrait fin, par le nombre et la différence de culture des

nouveaux venus, au vivre ensemble à la Française. Ils bénéficient d'une protection totale de la part de l'appareil d'Etat français, qui les laisse vandaliser les centre-villes sans la moindre sanction.

10 % des Français sont favorables à cette immigration, mais 90 % des journalistes la soutiennent, pour reprendre les propos de Christophe Guilluy. On donne donc, dans tous les médias, une place disproportionnée aux bêtises compassionnelles qui nous font le coup de l'humanitaire.

A la fin de la semaine, les 7.000 clandestins de Calais (moins ceux qui en auront profité pour se faire la belle, et essayer de revenir à Calais, avec les risques que cela va occasionner pour les malheureux qui vont croiser leur chemin) auront été installés dans les 280 lieux d'accueils, entraînant des dépenses folles, que les contribuables paieront, et que le gouvernement finance en faisant marcher la planche à billet. Les SDF que les socialistes ont laissé crever sur les trottoirs, les Français qui ont cotisé toute leur vie et attendent un logement depuis des années apprécieront.

Certes, tout cela peut révolter, à juste titre, nombre de nos compatriotes, qui assistent, les poings serrés de rage, à l'étalement sur l'ensemble du pays du cancer de Calais. Mais on peut voir les choses de manière positive.

Nous voyons donc, finalement, que ce n'est pas très difficile de faire monter des clandestins dans des cars. Dans la jungle, on peut en transporter 2.000 par jour, dans toute la France. Imaginons qu'au lieu de les imposer à nos ruraux, on les mette dans un avion ou dans un bateau, et retour au pays. Il y a des aéroports à Paris, mais aussi dans toute la France. Il y a des ports qui, quand il n'y a pas de grève, fonctionnent très bien. Disons-nous que cela dure toute l'année, au lieu d'une simple semaine. Tenons compte de la trêve du week-end et acquis sociaux. Considérons que cela fonctionne 300 jours par an. Cela ferait donc  $2000 \times 300 = 600.000$  expulsions dans

l'année. Qui seraient ces expulsés ? D'abord les clandestins et les musulmans qui refusent d'appliquer les lois de la République, et veulent nous imposer la charia.

Les gauchistes s'y opposeraient ? Soyons certains qu'avec des ordres clairs, les policiers se rattraperaient d'années de frustrations, et que les Agios seraient élevés pour les petits protégés des socialauds. Les clandestins refuseraient de se laisser embarquer ? Même pas besoin de taper, la technologie permettra de les calmer en douceur, avant l'embarquement...

Ce chiffre serait-il suffisant ? Si on considère que l'expert international Jean-Paul Gourevitch estime qu'il y a 8,5 millions de musulmans en France, et que l'institut Montaigne annonce que 29 % de musulmans (dont il minore le nombre à 3 à 4 millions) préfèrent les lois de l'islam aux lois de la République, cela représente près de 3 millions de musulmans à expulser. Si l'on ajoute tous les clandestins qui entrent en France comme dans du beurre, vu la disparition de nos frontières, et ceux qui ne travailleront jamais, et n'ont rien à faire en France, on devrait arriver, au total, au chiffre se situant entre 4 et 5 millions de personnes à expulser.

Faudrait-il attendre 7 ans pour le faire, à raison de 2.000 par jour ? Ou bien passer à 15.000 par jour, et cela sur une année ?

Rappelons qu'il y a plus de cinquante ans, l'Algérie, nouvellement indépendante, a réglé le problème en un mois, en laissant le choix à des Français présents depuis plusieurs générations : « la valise ou le cercueil ». Plus d'un million de personnes ont traversé la Méditerranée, en bateau, en moins de trente jours... Et ceux-ci avaient beaucoup moins de racines avec la France que nombre de « Français », qui vont au bled tous les ans, n'en ont avec l'Algérie, le Maroc ou la Tunisie.

On peut donc penser que la France, pays très touristique, peut faire beaucoup mieux, si elle le souhaite, que l'Algérie en

1962, surtout si elle veut s'en vraiment donner les moyens. Ce que nous voyons, à Calais, montre que « le Grand Rembarquement », pour reprendre le titre du livre d'Emmanuel Albach, est techniquement possible...

**Martin Moisan**